

Voir plus d'articles ▼

LATINE

LIBERALISME

| 2024

Liberty Road Trip #6 : São Paulo



Rainer Zitelmann



Publié le 27 juillet 2024

L*iberty Road Trip* est le journal de bord qu'a tenu notre auteur Rainer Zitelmann lors de son tour du monde. En vingt mois, l'historien et sociologue allemand a visité trente pays sur quatre continents, et parcouru plus de 160 000 kilomètres. Il présente un mélange passionnant d'impressions personnelles, de recherches historiques, de résultats d'enquêtes internationales et, surtout, de centaines de conversations avec des économistes, des entrepreneurs, des journalistes, des politiciens et des gens ordinaires dans ces pays. Il a décidé de confier quelques unes de ses haltes à *Contrepoints* et après Zurich, Tbilissi, Asuncion et Montevideo, sa nouvelle halte est São Paulo au Brésil.

Juin 2022, São Paulo, Brésil

Le 1^{er} juin 2022, je m'envole de Buenos Aires pour São Paulo. Après les avions souvent inconfortables en Amérique latine, un siège de première classe dans un avion de Swiss Air me fait du bien. Le directeur du groupe de réflexion *Instituto Liberal*, Lucas Berlanza, vient me chercher à l'aéroport. Un jeune homme de 28 ans, portant presque toujours des lunettes de soleil.

Nous nous connaissions déjà par Zoom, et il m'a mis en contact avec l'éditeur qui a publié mon livre *Le pouvoir du capitalisme* au Brésil. Il a également écrit plusieurs livres, dont un qui met en évidence les différences entre divers penseurs libertariens

tels que Hayek, Friedman, Ayn Rand, etc. Je lui demande comment il s'est impliqué dans le mouvement libertarien :

« Je dirais que j'ai toujours eu une aversion pour les idées de gauche, même lorsque j'étais à l'école, principalement en raison de mes convictions spirituelles, qui ont précédé mes convictions politiques. Cependant, mon engagement théorique le plus cohérent avec la tradition issue du libéralisme classique s'est fait par le biais d'Internet, entre la fin des années 2000 et le début des années 2010. J'appartiens à une génération qui s'est réunie dans des communautés virtuelles au Brésil pour explorer une littérature alternative aux idéologies de gauche dominantes dans les universités, le journalisme et le gouvernement. En 2014, alors que j'étais encore étudiant en journalisme, j'ai tenté de publier un article sur [Carlos Lacerda](#), un homme politique brésilien anticommuniste inspiré par la démocratie chrétienne allemande et la soi-disant économie sociale de marché. L'article a été rejeté sans justification, malgré le centenaire de Lacerda, alors que des travaux sur les bandes dessinées nord-américaines, par exemple, ont été acceptés. J'ai réussi à le publier à l'Instituto Liberal, la plus ancienne organisation brésilienne ayant pour mission de promouvoir l'agenda de la liberté, fondée en 1983. »

Lucas a continué d'écrire des articles pour le site web de l'institut, dont il est devenu membre du personnel en 2015 et président en 2010. Je lui demande son point de vue sur l'évolution de la situation au Brésil. Ce n'est pas facile pour les libéraux, explique-t-il, car les opinions sur [Jair Bolsonaro](#) (qui était encore président à l'époque, mais qui a perdu face à son adversaire de gauche [Lula](#) en octobre 2022) ont tendance à varier considérablement. Certains le considèrent comme un sociopathe et un politicien dangereux, d'autres ont une vision moins négative. Lucas a une vision différente.

La plupart des libéraux au Brésil ont vu d'un bon œil le ministre de l'Économie de l'époque, [Paulo Guedes](#), au profil clairement axé sur l'économie de marché. Mais a-t-il accompli quoi que ce soit ? Lucas affirme qu'il y a eu une certaine déréglementation, mais peu ou pas de progrès en matière de fiscalité et de privatisation. Cela s'explique aussi par le fait que Guedes n'avait pas la majorité au Parlement, et que les autres partis ont bloqué ses tentatives de réforme.

Lorsque j'arrive à l'hôtel Sheraton de São Paulo, des thermos de lait chaud et de thé à la camomille sont déposés dans ma chambre. Le Sheraton de São Paulo est également une agréable surprise. Contrairement à certains hôtels où l'on rencontre des employés qui commencent par expliquer en détail pourquoi ils ne peuvent pas vous aider, ici mes petites demandes sont immédiatement satisfaites : un adaptateur pour prises multiples, une lampe de bureau, un pansement et un désinfectant parce que je me suis légèrement blessé au pied il y a deux semaines, et que la plaie n'est pas encore complètement guérie.

À lire aussi :



Paulo Guedes : la France est insignifiante pour le Brésil

Le Brésil se détourne de l'Europe en faveur de la Chine et des États-Unis. Une situation qui explique les propos durs du ministre de l'Économie brésilienne, Paulo Guedes.

Quelques jours avant mon arrivée, j'avais réalisé une interview avec le journal le plus historique et le plus respecté du Brésil, *O Estado de S. Paulo*. José Fucs, le plus éminent journaliste brésilien spécialisé dans l'économie de marché, a réalisé l'interview, qui paraît à temps pour mon arrivée.

Je souligne que le Brésil est toujours très mal placé dans le classement de la **Heritage Foundation** sur la liberté économique, et que ce classement ne s'est pas vraiment amélioré au cours des cinq dernières années. M. Fucs adopte un point de vue plus positif et affirme que certaines privatisations ont été couronnées de succès. Je donnerai de nombreuses autres interviews au cours des prochains jours – mon livre suscite également beaucoup d'intérêt au Brésil.

Le lendemain, je rencontre vingt représentants de **Rede Liberdade** (le réseau de la liberté), une association souple de groupes de réflexion au Brésil, dont l'*Instituto Liberal*, l'*Instituto Mises Brasil*, *Liderancas Nas Escolas*, l'*Instituto de Formação de Líderes*, l'*Instituto Millenium* et l'*Instituto Liberdade*. Je rencontre à nouveau Tom Palmer de l'Atlas Network. Il estime qu'il y a environ 6000 membres actifs dans les think tanks libéraux au Brésil. Pourquoi autant d'organisations différentes ? Selon Palmer : « En tant qu'économistes de marché, nous croyons en la concurrence. Il s'agit d'une compétition amicale, mais nous sommes tous unis par le même objectif. »

Rodrigo Marinho, de *Mises Brasil*, m'explique que c'est la différence avec les États-Unis, où les think tanks libéraux sont profondément divisés. Ici, au Brésil, explique-t-il, ils entretiennent des relations amicales et coopératives et travaillent ensemble sous la bannière *Rede Liberdade*. La grande conférence du réseau aura lieu à São Paulo le 3 juin 2022, avec une brochette d'intervenants de premier plan. Parmi les invités figure l'ancien président argentin **Mauricio Macri** (20-15 à 2019). J'ai beaucoup entendu parler de lui, mais je n'ai pas réussi à le rencontrer lors de mon séjour en Argentine. Sa conférence est ennuyeuse, tout comme celle de **Michel Temer**, l'ancien président du Brésil (2016-2018). Lorsqu'un participant demande à Macri ce qu'il ferait différemment aujourd'hui par rapport aux quatre années de sa présidence, il ne peut penser à rien. Mais comment faire mieux si l'on n'apprend pas de ses erreurs ? Thatcher et Reagan ont été réélus pour un second mandat parce qu'ils ont poursuivi des réformes encore plus audacieuses. Macri n'a pas été réélu après son premier mandat.

Je préfère les mots d'introduction de **Salim Mattar**. L'entrepreneur, dont la valeur nette est estimée entre trois et quatre milliards de dollars américains, est le propriétaire de la plus grande entreprise de location de voitures d'Amérique latine (et n° 4 aux États-Unis). Il utilise le mot « capitalisme » au moins vingt fois dans son discours. Cela ^

contraste avec la manifestation libérale de Varsovie, où je n'ai jamais entendu ce mot, ne serait-ce qu'une fois. Pour moi, c'est le signe que de nombreux libertariens sont sur la défensive. Ils pensent que s'ils utilisent des mots plus agréables, comme « libéralisme », les choses seront plus faciles. Ce serait bien. Mais malheureusement, ce n'est pas le mot « libéralisme » qui dérange la plupart des gens, mais ce que le mot « capitalisme » signifie réellement.

Ce qui m'avait surpris au Chili se confirme au Brésil : la similitude des problèmes auxquels nous sommes confrontés, tant en Amérique latine qu'en Europe et aux États-Unis. Le politologue Fernando Student affirme que les gens ont constamment peur d'exprimer librement leurs opinions. Au Brésil, la menace vient notamment de la Cour suprême, qui a condamné à plusieurs reprises des personnes pour certaines déclarations, parfois même à plusieurs mois de prison. Les déclarations en question méritent en effet d'être critiquées, mais le danger est que l'on commence par condamner les discours extrêmes et que la liberté d'expression soit de plus en plus étouffée à mesure que les limites de ce qu'il est permis de dire deviennent de plus en plus strictes. Hélio Beltrão, de *Mises Brasil*, plaide expressément en faveur de ce que même les opinions les plus absurdes puissent être exprimées librement. « Nous pourrions alors tous voir qui dit des absurdités. »

Un exemple de *cancel culture* évoqué dans la discussion : une étude scientifique brésilienne a montré que les femmes gagnent moins parce qu'elles sont moins sûres d'elles et trop modestes lorsqu'il s'agit d'exiger des salaires. Cette étude a déclenché une réaction hystérique. Apparemment, les auteurs voulaient blâmer les femmes d'être sous-payées. Conclusion : toute recherche des causes de l'inégalité qui n'aboutit pas à faire porter le chapeau aux hommes est fanatiquement rejetée, et toute personne qui tente d'adopter un point de vue différencié s'engage sur un terrain miné.

Je suis également intervenu lors de la conférence et j'ai ensuite signé des livres. Un grand succès – la demande dépasse le nombre d'exemplaires livrés à l'avance. Je dis au revoir à Salim Mattar, qui m'invite à revenir et lui rendre visite chez lui. Son assistante, qui s'occupe de moi pendant mon séjour, me montre des photos de sa maison. J'ai visité beaucoup de villas de luxe, mais jamais une comme celle-ci. Igor Matos, l'un des employés de Salim Mattar, m'emmène à l'aéroport. Mattar est non

seulement un entrepreneur prospère, mais il a également été responsable de la privatisation des entreprises publiques sous la direction du ministre de l'Économie Paulo Guedes en 2019 et 2020. Igor travaille également au *Secretaria Especial de Privatizações*.

Il me présente un exposé montrant qu'il y a quelques années à peine, le Brésil comptait 698 entreprises d'État, dont 46 étaient sous le contrôle direct de l'État, 164 étaient des filiales, 257 étaient des sociétés apparentées et 231 étaient des participations minières. Cela va à l'encontre des principes clairement énoncés dans l'article 173 de la Constitution fédérale brésilienne, qui énonce :

« À l'exception des cas prévus par la présente Constitution, l'exploitation directe d'une activité économique par l'État n'est autorisée que lorsqu'elle est nécessaire à la sécurité nationale ou à un intérêt collectif pertinent, tel que défini par la loi ».

De janvier 2019 à février 2020, le processus a commencé, et des entreprises d'une valeur d'environ 135 milliards de reals brésiliens (27,6 milliards de dollars américains) ont été privatisées. Un rapport présenté à l'OCDE affirmait que : « Le gouvernement fédéral cède ses participations directes et indirectes dans les entreprises d'État. Les désinvestissements entre janvier 2019 et février 2020 ont atteint 134,9 milliards de dollars, dont 29,5 seulement au cours des deux premiers mois de l'année. Il s'agit notamment de participations excédentaires dans des entreprises publiques cotées en bourse, telles que l'IRB et Banco do Brasil. Les cinq grandes entreprises d'État, à savoir la **BNDES**, **Petrobras**, **Eletrobras**, **Banco do Brasil** et **Caixa**, révisent leurs portefeuilles d'actifs pour se concentrer sur leurs activités principales.

Mais la crise liée au covid est ensuite arrivée, et le président brésilien Jair Bolsonaro a mené des politiques catastrophiques. La lutte contre la pandémie a dominé et la privatisation s'est enlisée.

À lire aussi :